

Les insultes et violences à l'égard des maires et des élus mettent en cause la République.

Une pancarte, lors d'une récente manifestation à Montargis, portait cette inscription : « Digeon = exécution ».

Ce fait intolérable vient s'ajouter à trop d'autres

L'État, la République doivent réagir !

Dans l'immédiat, j'ai signé avec six autres parlementaires du Loiret (Anthony Brosse, Jean-Noël Cardoux, Caroline Janvier, Richard Ramos, Stéphanie Rist et Hugues Saury) le texte ci-dessous.

Jean-Pierre Sueur

« Samedi 13 mai à Montargis, à l'occasion d'une manifestation organisée par quelques membres du Cercle Pasteur (club de gymnastique), M. Benoît Digeon, maire de Montargis, a fait l'objet de menaces de mort. Derrière une banderole d'ouverture tenue notamment par la présidente de l'association, le député de la circonscription, ceint de son écharpe tricolore, et un élu d'opposition du Conseil municipal, l'un des participants portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « Digeon = exécution ». Ces faits déléatoires sont inacceptables, les valeurs de la démocratie sont non négociables. Quelles que soient les circonstances, nous ne pouvons tolérer qu'un élu fasse l'objet de tentatives d'intimidation visant à entraver l'exercice du mandat qui lui a été confié par ses concitoyens. C'est pourquoi nous condamnons fermement ces menaces qui entravent le fonctionnement de notre démocratie. »